

BULLETIN CONJOINT D'INFORMATION SUR LES MARCHES AU BURKINA FASO

Période du 1 au 30 Avril 2021



WFP/Éric Pale

Céréales et légumineuses sur le marché d'Oradara (Hauts-Bassins).

Points saillants

1. L'offre en produits céréaliers de manière globale reste inférieure à la normale (par rapport à la même période de l'année passée) au cours de ce mois d'avril 2021 et les stocks commerçants sont en baisse de 25 à 50 pourcents d'après la plupart des acteurs de marché.
2. Dans les régions de consommation du Centre-Nord, Est, Nord et Sahel, la baisse de l'offre couplée avec la hausse de la demande en lien avec le mois de Ramadan a entraîné une hausse des prix. Ces hausses sont beaucoup plus accentuées à cause de plusieurs autres facteurs : insécurité, mauvais état des routes, forte présence des personnes déplacées internes (PDI) et hausse du prix du transport.
3. En comparaison à l'année dernière à la même période, les céréales ont enregistré toutes des hausses moyennes d'environ 30 pourcents. Le niveau des prix élevés des céréales réduit l'accès des ménages pauvres aux denrées de base. Avec cette hausse progressive des prix jusqu'à la soudure, la situation alimentaire des ménages pauvres va connaître une forte dégradation.
4. En perspectives, la baisse de l'offre sur les marchés va se poursuivre de façon globale avec la hausse de la demande surtout dans les régions Centre-Nord, Est, Nord et Sahel. Les prix de céréales devraient connaître une hausse progressive jusqu'au mois d'août et septembre, mais seront stables ou légèrement en hausse par rapport à 2018.

Pour plus d'information, vous pouvez contacter :

PAM : Outman Badaoui : Responsable de Suivi Évaluation – outman.badaoui@wfp.org

SONAGESS : Bénédicte Pémou : Chef Service SIM – pemoub@gmail.com

1. OFFRE ET DEMANDE DES PRODUITS AGRICOLES

Au cours de ce mois d'avril, les produits agricoles notamment les céréales de base (mil, maïs, sorgho, riz) et les légumineuses (niébé, arachide) ont été disponibles sur la plupart des marchés.

Cependant, une baisse de l'offre par rapport à l'année passée et par rapport à la normale est constatée. Cette baisse saisonnière est accentuée par plusieurs facteurs tels que : (i) la rétention du stock de la part des producteurs dans les zones productrices du sud ; (ii) les difficultés d'accès à certains marchés en lien avec l'insécurité ; et (iii) l'exportation des céréales vers le Niger. Au niveau des commerçants le suivi des marchés indique une réduction de 25 à 50 pourcents des quantités offertes par rapport à l'année précédente à la même période.

La demande en provenance du Niger explique également la baisse de l'offre constatée courant le mois d'avril. En effet, pour son Plan de Réponse, le Niger a prévu une grande quantité de céréales pour la reconstitution de ses stocks institutionnels : 45 000 tonnes pour son Stock National de Sécurité (en plus de 5 000 tonnes de niébé), 23 000 tonnes pour son Stock de Contingence contre la COVID-19, 76 662 tonnes pour sa Reserve Alimentaire Stratégique et 5 000 tonnes pour son Stock d'Intervention d'Urgence Humanitaire. Cette reconstitution qui est prévue se dérouler entre janvier et mai 2021 a eu pour effet une pression sur les marchés car plusieurs grands commerçants soumissionnaires aux appels d'offre s'approvisionnent au Burkina Faso. Par ailleurs, la réduction de l'offre sur les marchés a été également la conséquence d'une forte demande (en maïs surtout) des industries pour aliments volailles et des brasseries.

Dans les régions grandes productrices de céréales, telles les Cascades, les Hauts-Bassins et le Sud-Ouest et la partie sud de la Boucle du Mouhoun, la commercialisation de la noix de cajou a pris le pas sur celle des céréales. On constate une rétention des céréales de la part les producteurs dans ces zones au profit de la noix de cajou dont la commercialisation s'arrêtera en fin mai.

Dans les régions du Centre-Nord, Est, Nord et Sahel, la baisse saisonnière est couplée avec l'insécurité et le mauvais état des routes. Ces facteurs réduisent les approvisionnements qui se font sous escorte militaires dans plusieurs localités (Arbinda, Gorom-Gorom, Déou, Djibo, etc.) et l'augmentation des frais de transport. Ces frais ont presque doublé.

D'autre part, l'offre sur les marchés céréaliers est renforcée par la présence des boutiques de vente à prix social dans la région du Centre. La demande céréalière a connu une hausse en ce mois en lien avec la hausse des besoins des ménages dans le cadre des préparatifs du jeûne de Ramadan. Par ailleurs, l'épuisement progressif du stock paysan avec la période de soudure rend les ménages pauvres de plus en plus dépendants du marché pour leur achat en aliment de base.

Dans les régions en crise sécuritaire, la demande est plus forte avec la présence des PDI. Ces derniers entraînent une pression sur les marchés même si une grande partie est prise en charge par les humanitaires.

2. OFFRE ET DEMANDE DU BETAIL

Malgré les départs en transhumance vers les pays du Sud, l'offre du bétail sur les grands marchés de Fada N'Gourma (Est), Dori et Djibo (Sahel), Kaya (Centre-Nord) et Pouytenga (Centre-Est) demeure bonne à très bonne suivant les marchés. Par rapport à la normale, elle est jugée similaire voire légèrement supérieure. L'offre est surtout marquée par la présence des petits ruminants qui sont généralement les principales sources de revenus des PDI, qui sont fortement présents dans ces localités et se déplacent avec leur bétail.

La bonne disponibilité du bétail sur ces marchés est également due à l'insécurité qui perturbe les marchés connexes aux alentours des grandes villes du Centre-Nord, Est, Nord et Sahel ; les vendeurs et acheteurs se rabattent sur ces grands marchés mieux fournis et plus sécurisés.

La demande est satisfaisante car les acheteurs sont présents sur les grands marchés à bétails.

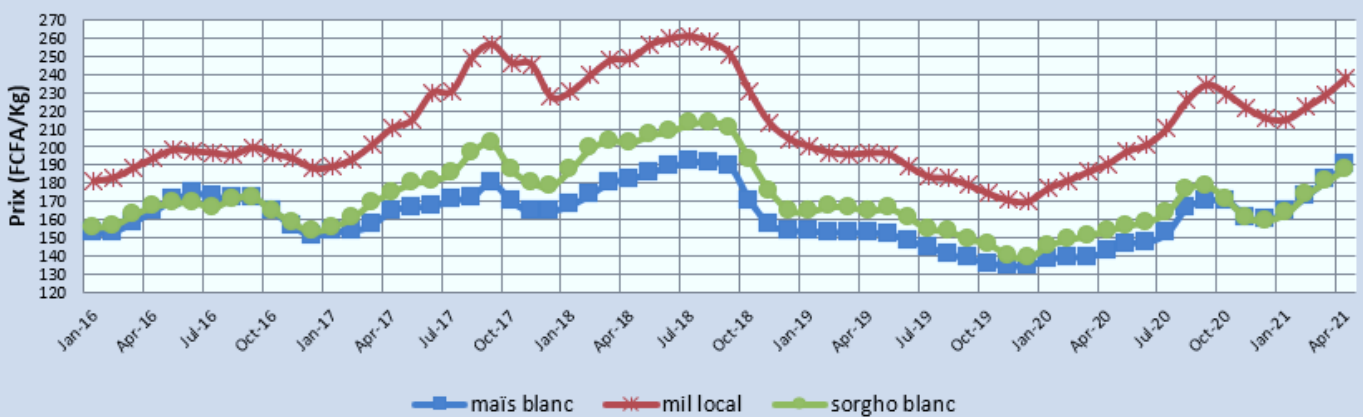
Les petits ruminants sont les plus prisés par rapport aux bovins dont les exportations ont été réduites à cause des contraintes d'accès à certains marchés de la part des exportateurs.

Cependant, les marchés des gros centres urbains comme Dori (Sahel) ont enregistré la présence d'exportateurs ghanéens, avec une forte demande pour le gros bétail.

3. EVOLUTION DU PRIX DES CEREALES ET LEGUMINEUSES

La hausse progressive des prix des produits agricoles, notamment des céréales de base et les légumineuses, entamée depuis janvier, s'est poursuivie en ce mois d'avril. Sur le plan national, les prix des céréales de base sont en légère hausse par rapport au mois précédent mais en forte hausse (supérieure à 30 pourcents) par rapport au même mois de l'année passée. Il ressort également une hausse modérée des prix comparativement à la moyenne quinquennale. L'allure des courbes montre des évolutions similaires des prix entre 2017-2018 et 2020-2021. Notons que l'année 2018 fut l'année des pics de prix de ces dix dernières années. Pour le moment, les prix d'avril 2018 demeure en légère hausse par rapport à avril 2021, mais les tendances évolutives indiquent une forte probabilité de similarité au cours des mois prochains.

Graphique 1: Evolution des prix des céréales au détail



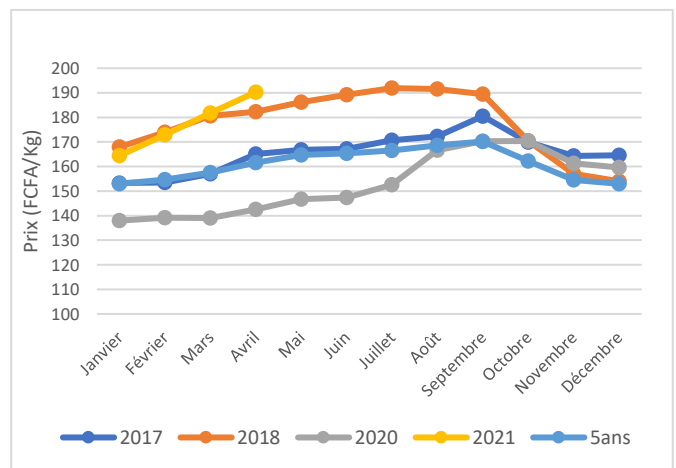
Le maïs

De façon globale, le prix du maïs a connu une légère hausse (5 pourcents) par rapport au mois précédent avec un niveau assez élevé : 160 FCFA le kilo sur les marchés de collecte. Par rapport au mois d'avril 2020, le maïs a enregistré une augmentation significative de +34 pourcents sur les marchés de détails.

En plus de la reconstitution des stocks institutionnels, le maïs est la céréale la plus utilisée dans l'industrie pour l'aliment bétail et dans les brasseries d'où une augmentation de son prix sur le marché. De plus, les grandes zones de production sont actuellement en pleine campagne de commercialisation de la noix de cajou, d'où une certaine rétention de stock au niveau producteur qui réduit l'offre sur les marchés et entraîne une hausse du prix.

Par rapport à la moyenne quinquennale, le prix du maïs au détail a enregistré une hausse de 18 pourcents. En comparaison au mois d'avril 2018 (année caractérisée par des fortes variations des prix des denrées alimentaires au Burkina Faso), le maïs a connu une augmentation de 4 pourcents.

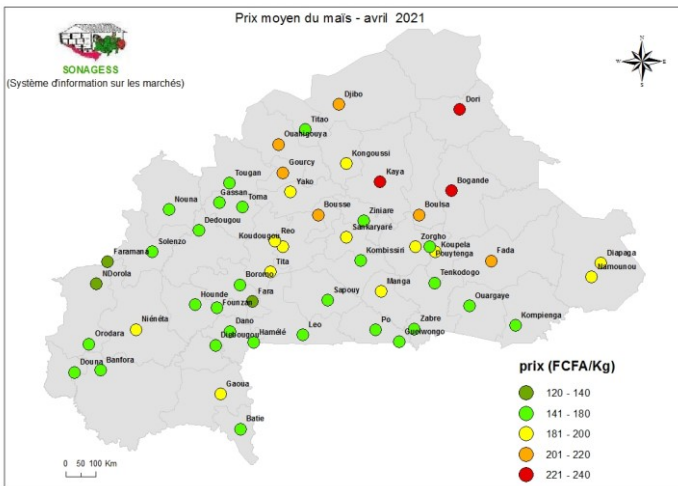
Graphique 2 : Evolution des prix moyens au détail du maïs sur le plan national



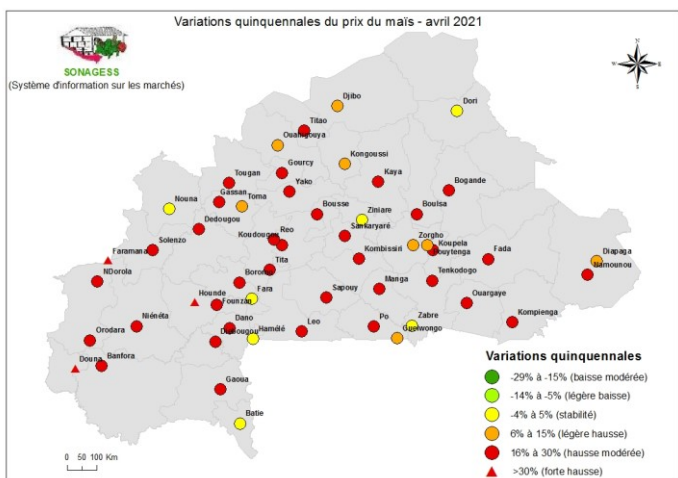
Les prix du maïs les moins élevés se retrouvent sur les marchés des provinces de Léraba (Cascades), du KénéDougou (Hauts-Bassins), de la Komienga (Est), du Tuy (Hauts-Bassins) avec des niveaux compris entre 125 FCFA et 150 FCFA le kilo. C'est également sur ces marchés que l'on a les plus fortes variations par rapport à l'année passée (entre +50 pourcents et +71 pourcents).

Quant aux prix les plus élevés, ils se retrouvent dans les régions du Centre, du Centre-Nord, de l'Est, du Nord et du Sahel avec des niveaux compris entre 200 FCFA et 235 FCFA le kilo. Ce qui donnent des variations annuelles comprises entre +5 pourcents sur le marché de Dori dans le Sahel et +40 pourcents à Kaya dans le Centre-Nord, par rapport au mois précédent.

Carte 1 : Niveau des prix du maïs



Carte 2 : Variations quinquennales du prix du maïs



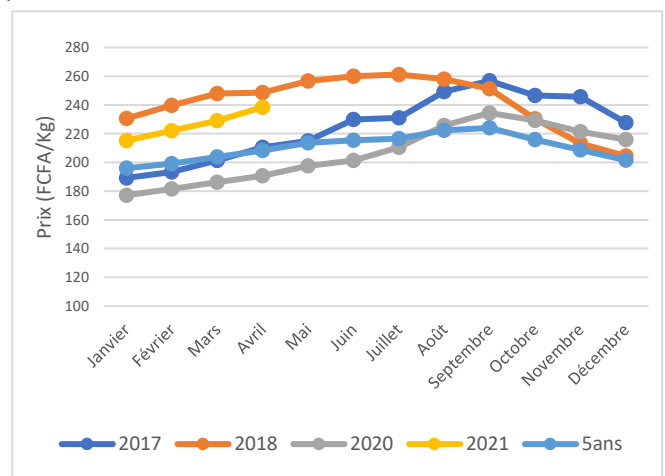
L'analyse du prix du maïs a montré une tendance haussière avec une niveau moyen supérieur à la moyenne quinquennale et similaire à celui de 2018. Cette situation crée déjà une pression dans l'accès à l'alimentation des ménages pauvres et pourrait durer jusqu'en fin mai où un probable déstockage sera fait par les producteurs : ce qui pourrait éventuellement stabiliser ou ralentir la tendance haussière des prix avec l'ouverture des boutiques de vente à prix social de la SONAGESS.

Le mil

Le prix du mil a globalement connu une hausse moyenne de 5 pourcents par rapport au mois précédent, avec un prix moyen de 238 FCFA le kilo sur les marchés de détail.

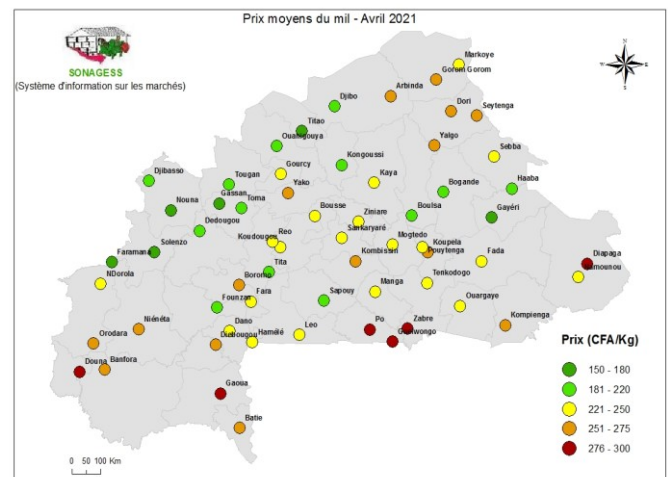
Par rapport au mois d'avril 2020, les prix moyens au détail sont en hausse de 25 pourcents. La comparaison par rapport à la moyenne quinquennale fait ressortir une augmentation de 15 pourcents pour les prix au consommateur. Les prix actuels du mil n'ont pas encore atteint ceux de 2018 mais la différence n'est pas significative. La tendance du prix du mil s'insère dans la même dynamique d'évolution que les autres céréales. Cependant, avec le contexte de la période de Ramadan où le mil est très prisé (bouillie de mil, galettes, etc.), la demande est plus forte et favorise une poursuite de cette tendance courant le mois de mai.

Graphique 3 : Evolution des prix moyens au détail du mil sur le plan national



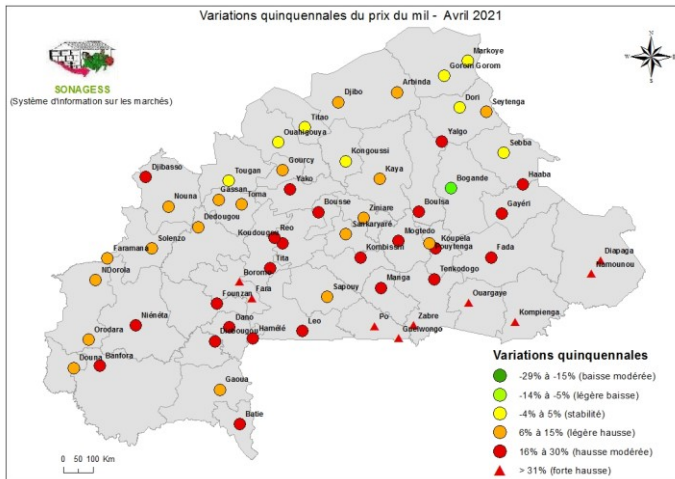
L'évolution globale du prix du mil cache certaines disparités. En effet, alors que les prix du mil ont oscillé entre 250 FCFA et 275 FCFA le kilo sur les marchés de Dori, Seytenga, Arbinda (Sahel) et Yalgo (Centre-Nord) à cause de l'insécurité, ils ont enregistré des niveaux très élevés sur certains marchés des régions du Centre-Sud, des Hauts-Bassins et du Sud-Ouest qui sont des zones de faibles consommations de mil. Cette situation est imputable à l'influence du Cédi, la monnaie ghanéenne qui influence les prix d'achat dans la zone.

Carte 3 : Niveau des prix du mil



Comparativement à la moyenne des cinq dernières années, la majorité des marchés affichent des hausses comprises en 16 et 30 pourcents. Des hausses de plus de 30 pourcents ont été enregistrées dans la région du Centre-Sud, s'expliquant par le taux de change avec le Cédi ghanéen et le niveau de la production. Dans la région des Hauts-Bassins (marchés de Founzan et Fara) où les prix étaient habituellement très bas, cette céréale est peu consommée.

Carte 4 : Variations quinquennales du mil



L'analyse des variations quinquennales nous montre de légères hausses et des stabilités sur les marchés des régions du Centre-Nord, du Nord et du Sahel. Cette situation pourrait s'expliquer par une offre plus importante dans ces zones car le mil est la céréale la plus consommée, mais aussi par le niveau élevé de l'assistance alimentaire qui contient la flambée des prix sur les marchés.

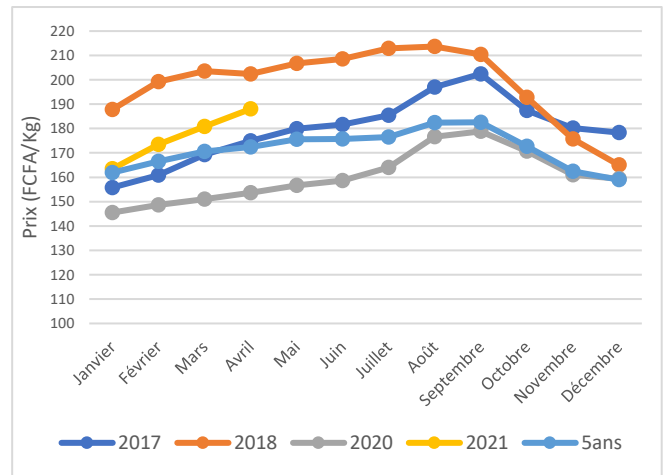
Avec la période de carême, la demande en mil va connaître une forte hausse sur l'ensemble des marchés. Cette situation, couplée au niveau moyen de production, pourrait amener les prix du mil au-delà de ceux de l'année 2018.

Le sorgho

A l'instar des prix du maïs et du mil, celui du sorgho a connu une évolution à la hausse. Par rapport au mois de mars 2021 une variation de +4 pourcents a été enregistrée. Comparé à l'année passée à la même période, une hausse de 22 pourcents a été enregistrée. Par rapport à la moyenne quinquennale, le prix du sorgho a connu une variation de +9 pourcents.

Nous pouvons constater sur le graphique 4 que les prix actuels n'ont pas encore atteint ceux de l'année 2018.

Graphique 4 : Evolution du prix moyen au détail du sorgho sur le plan national

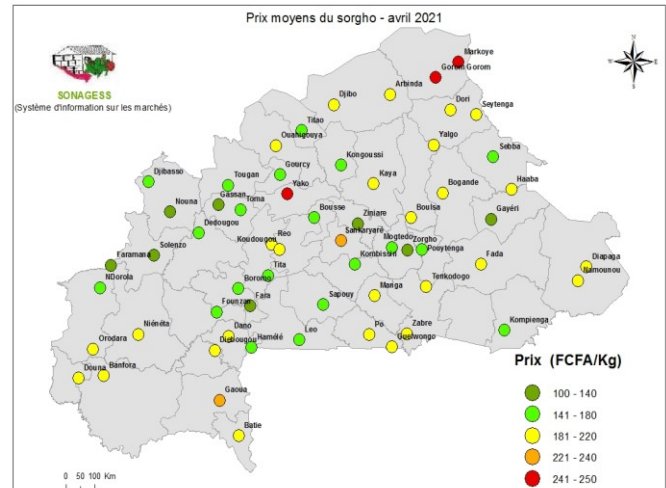


L'analyse des prix extrêmes indique que les prix les plus élevés (entre 180 FCFA et 250 FCFA le kilo) se trouvent sur les marchés des régions des Cascades, du Centre-Nord, du Centre-Sud, de l'Est, des Hauts-Bassins, du Nord et du Sahel (Dori, Gorom-Gorom, Markoye, Arbinda, Diapaga, Namounou, Fada N'Gourma, Douna, Orodara, Nienéta, Banfora, Guelwongo, Pô, Zabré, Tenkodogo, Ouahigouya et Yako).

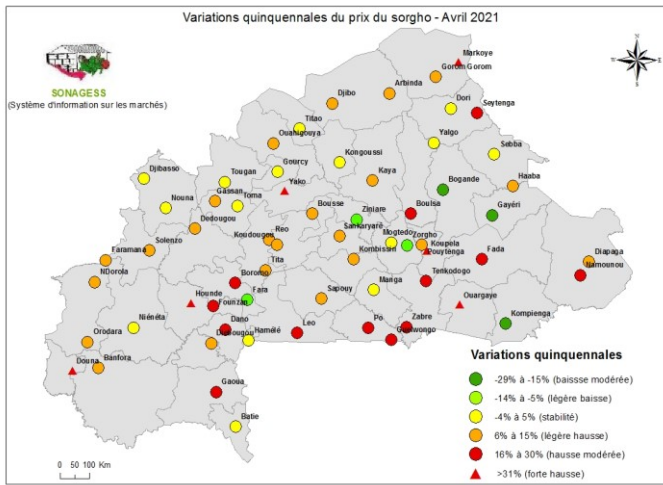
Quant aux prix les moins élevés (entre 100 FCFA et 180 FCFA le kilo), ils se retrouvent principalement sur les marchés de la Boucle du Mouhoun, du Plateau Central et au Centre-Ouest ; ces régions sont de grandes consommatrices et productrices de sorgho.

Comparativement à la moyenne quinquennale, il ressort des variations comprises entre 6 et 15 pourcents pour la majorité des marchés. De fortes variations supérieures à 30 pourcents ont été enregistrées dans les provinces de l'Oudalan (Sahel), du Koulpélgo (Centre-Est), du Passoré (Nord), de la Léraba (Cascades) et des Balé (Boucle du Mouhoun).

Carte 5 : Niveau des prix du sorgho



Carte 6 : Variations quinquennales du sorgho

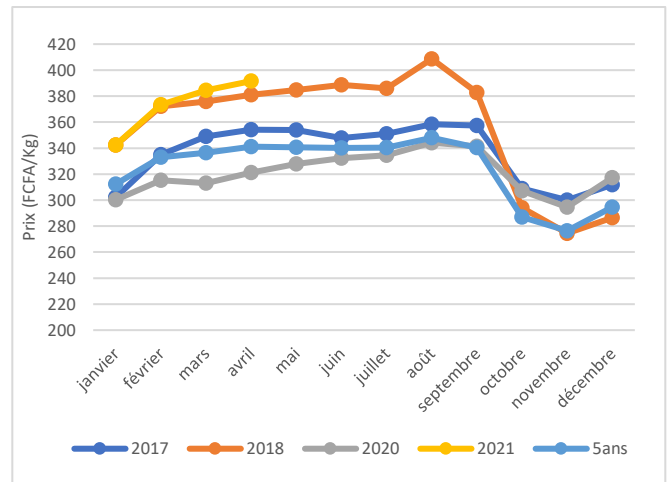


La tendance évolutive du prix du sorgho est similaire à celle de l'année 2018. Même si les prix n'ont pas encore atteint ceux de 2018, une forte probabilité de prix similaires ou de prix inférieurs est à prévoir dans les régions du Centre-Nord, du Nord et du Sahel durant la période de soudure.

Le niébé

Le niébé est une source de revenu importante surtout pour les femmes dans les régions du Centre-Nord, du Nord et du Sahel. Son prix a connu une variation par rapport à l'année dernière à la même période de +22 pourcents et une variation par rapport à la moyenne quinquennale de +15 pourcents avec un niveau de prix moyen national de 392 FCFA le kilo. Plusieurs facteurs expliquent cette hausse de prix. Tout d'abord, une baisse annuelle globale de la production de 0,5 pourcents dont une baisse 6,7 pourcents dans la région du Centre-Nord, qui est l'une des plus grandes régions productrices du pays. L'insécurité dans cette zone a eu un impact négatif sur les cultures du niébé mais aussi sur les récoltes car plusieurs personnes ont dû abandonner leur récolte à cause des attaques de groupes armés non étatiques. Aussi, le niébé est un aliment à protéine élevée d'où sa forte demande dans les sites d'orpillages traditionnels et semi industriels. Enfin, des flux sortants de niébé ont été enregistrés vers le Ghana et vers le Mali.

Graphique 5 : Evolution des prix moyens à la collecte du niébé sur le plan national



On constate également que par rapport à 2018, les prix sont en hausse de 3 pourcents. Ce qui suppose que si les prix ont la même tendance que ceux de 2018, l'évolution haussière des prix va se poursuivre jusqu'à la période de soudure.

De façon spécifique, des variations quinquennales comprises entre +40 pourcents et 68 pourcents ont été enregistrées sur des marchés des régions de la Boucle du Mouhoun (Toma), du Centre-Est (Ouargaye), du Centre-Nord (Kongoussi), du Nord (Gourcy, Yako) et du Plateau Central (Boussé, Koupela).

Le riz local décortiqué

Le prix du riz local décortiqué évolue peu. Avec une moyenne nationale de 330 FCFA au kilo au détail, les variations mensuelles, annuelle et quinquennale ont donné respectivement +1 pourcents, +6 pourcents et +4 pourcents.

Les prix les plus élevés sont enregistrées dans les provinces du Kadiogo (marché de Sankaryaré), du Nayala (marché de Gassan) et de la Kossi (marché de Djibasso) où la demande et la consommation est forte avec une moyenne de 490 FCFA au kilo. Aussi, dans la province du Nahouri (Guelwongo), l'influence du Cédi ghanéen entrain une hausse des prix avec 408 FCFA au kilo.



WFP/Eric Pale

Vente de céréales en gros sur le marché de Pouytenga (Centre-Est).

4. EVOLUTION DU PRIX DU BETAIL ET TERMES DE L'ÉCHANGE

Au regard de l'insécurité croissante dans plusieurs régions, les marchés secondaires sont dysfonctionnels, si bien que les acteurs se regroupent sur les principaux marchés plus sécurisés de Dori, Djibo (Sahel), Fada N'Gourma (Est), Kaya (Centre-Nord) et Pouytenga (Centre-Est). Sur ces marchés, la demande est plus forte pour les petits ruminants par rapport aux années précédentes.

Les prix des animaux ont connu des hausses par rapport à l'année passée avec des amplitudes comprises entre 15 et 25 pourcents selon le marché et selon l'espèce. Cette hausse s'explique par une hausse de la demande sur ces marchés. Les acheteurs se focalisent sur les marchés des grandes villes qui sont sécurisés. Sur les marchés de Djibo, Dori et Kaya, les prix du bélier enregistrent des hausses entre 15 et 25 pourcents par rapport à la moyenne du mois. Les prix du bouc sont stables sur le marché de Dori, mais en hausse de 50 pourcents à Djibo et de 10 pourcents à Kaya.

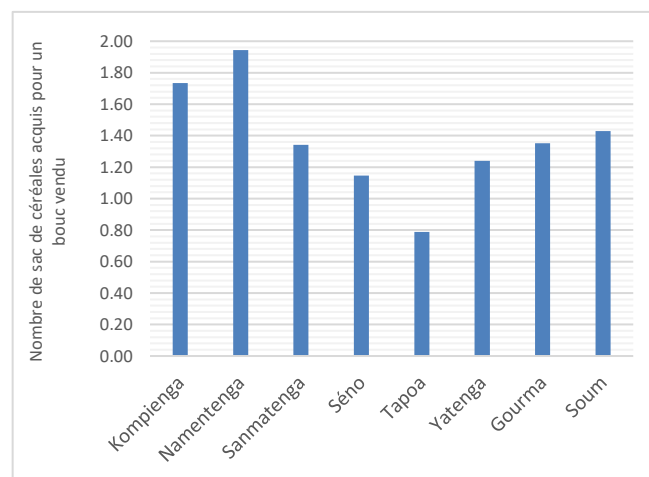
Tableau 1 : Prix moyens des animaux au mois d'avril 2021 (en FCFA)

	Bouc	Bélier	Taureau
Centre-Nord	26 800	44 300	231 300
Est	19 000	41 500	225 000
Nord	26 700	55 400	220 400
Sahel	26 600	47 200	187 800

Les prix les plus élevés se retrouvent sur le marché de Dori avec des fourchettes de prix de 60 000 à 100 000 FCFA pour les ovins, 45 000 à 70 000 FCFA pour les caprins et 350 000 à 400 000 FCFA pour les bovins. Ces prix pourraient s'expliquer par le retour progressif d'acteurs étrangers notamment ghanéens sur ce marché

Les termes de l'échange (bouc/céréales) demeurent toujours en faveur des éleveurs même si une détérioration est observée par rapport aux années précédentes. Celle-ci est principalement due à la hausse des prix des céréales

Graphique 6 : Termes de l'échange bouc/céréale



L'analyse spécifique montre que les termes de l'échange sont en faveur des éleveurs, c'est-à-dire que la vente d'un bouc permet au moins d'acheter un sac de 100 kg de céréale, excepté pour la province de la Tapoa où la vente d'un bouc permet d'acquérir que 80 kg de céréale.

Cette dégradation globale des termes de l'échange réduit le pouvoir d'achat des pasteurs et contribue à l'érosion de leur moyen d'existence : l'acquisition d'aliment de base va nécessiter la vente d'un nombre plus important d'animaux, d'où un impact négatif sur leur sécurité alimentaire à long terme.

5. PERSPECTIVES SUR LA SITUATION DES MARCHÉS AGRICOLES

- La baisse de l'offre sur les marchés va se poursuivre de façon globale avec la hausse de la demande surtout dans les régions du Centre-Nord, de l'Est, du Nord et du Sahel. Aussi, la dégradation sécuritaire dans ces zones et le mauvais état des routes pendant la saison des pluies rendront difficile l'approvisionnement des marchés.
- Les prix des céréales devraient connaître une hausse progressive jusqu'au mois d'août et septembre, ce qui impactera la sécurité alimentaire des ménages dans sa dimension d'accessibilité. Néanmoins, par rapport à 2018, les prix seront stables à légèrement en hausse.
- Compte tenu de la restriction dans le cadre de la transhumance internationale cette année et donc du démarrage précoce de la soudure pastorale, une détérioration des termes d'échanges est attendue dans les prochains mois en lien avec les effets conjugués de la hausse prévisible des prix des denrées et de la baisse de la valeur marchande des animaux liée au mauvais état d'embonpoint des animaux.